

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3672 - Lundi 13 Juillet 2020 - Prix : 200 Fc

COVID-19 :

Les Français coincés à Moroni dans le désarroi



Siège ambassade de France

COVID-19

**Une amende de 7500Fc pour le
non-port du masque dès ce lundi**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Juillet 2020**

Lever du soleil:
06h 28mn
Coucher du soleil:
17h 56mn

Fadjr : 05h 17mn
Dhouhr : 12h 16mn
Ansr : 15h 11mn
Maghrib: 17h 59mn
Incha: 19h 13mn



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

L'ONG Mbinga ya Masiwa a son mot à dire

"La corruption est un mot qui signifie plusieurs réalités", cette expression d'Anzaouir Ben Allaoui montre combien il est important d'unir les forces pour lutter contre la corruption. Dans une conférence débat, des acteurs de la société civile et l'ONG Mbinga ya Masiwa ont montré leur volonté de sensibiliser la population et les autorités étatiques dans ce combat.

Autour d'une conférence débat qui a eu lieu à la Maison de l'Emploi, l'ONG Mbinga ya Masiwa, présidé par Housseine Abdoufatah a réuni des acteurs de la société civile pour discuter, à l'occasion de la journée africaine de lutte contre la corruption. Un débat enrichissant animé par le juriste, politologue et ancien directeur de cabinet du ministère de l'intérieur, Anzaouir Ben Allaoui. Dans sa présentation qui a duré une vingtaine de minutes, l'homme de droit a rappelé l'importance de ces échanges qui selon lui doivent contribuer à la sensibilisation face à ce fléau qui n'épargne personne.

« La corruption est un mot qui signifie plusieurs réalités et que le trafic d'influence et autre chose du

genre sont des actes à réprimer », précise-t-il. Répondant aux multiples questionnements de l'assistance sur la manière de lutter et les bonnes pratiques à adopter pour sensibiliser la population, Anzaouir Ben Allaoui affirme qu'à travers cette convention africaine adoptée en 2003, les signataires ont cherché un moyen pour promouvoir un dialogue juridique. « La convention a été adoptée le 11 juillet 2003. C'est la raison pour laquelle cette manifestation a été organisée aujourd'hui. Cette journée a pour but de promouvoir le dialogue et les réflexions sur le rôle des systèmes judiciaires nationaux dans la lutte contre la corruption sur le continent africain », explique-t-il.

Cette année représente la quatrième édition et le thème choisi est « Combattre grâce à des systèmes efficaces et efficients ». Une mission qui pour être réalisée, Anzaouir rappelle qu'il faut promouvoir l'efficacité et l'efficiency des lois et principes. « Pour atteindre les objectifs visés, plusieurs facteurs interviennent notamment le respect de l'Etat de droit, la séparation des pouvoirs, l'égalité pour tous devant la loi, l'intégrité et l'indépendance judiciaire, la responsabilité judiciai-



ONG Mbinga ya Masiwa en conférence débat.

re, le respect des procédures, la publication des décisions (...) et les bonnes pratiques judiciaires », énumère-t-il en affirmant que « le manque de transparence alimente la corruption ».

Pour sa part, le président de l'ONG rappelle que la corruption anéantie la relation de confiance et cette dernière reste le principal fac-

teur de pauvreté. « On ne peut espérer un développement économique sans une lutte contre la corruption », fustige Housseine Abdoufatah. Insistant sur l'importance d'éduquer, de sensibiliser et de réprimer la corruption, le président de Mbinga ya Masiwa reste convaincu que le combat ne sera pas facile. « Dans un contexte économique et social aussi

difficile, notre tâche ne sera pas facile. Mais notre solidarité, notre sens de responsabilité et notre ténacité devant les difficultés nous permettront de surmonter les obstacles et de relever les défis de la pauvreté », conclut-il.

A.O Yazid

SOCIÉTÉ

Les notables de Hambou mettent en garde contre les actes de violence

Après le point de presse des cadres de Mitsoudje, la notabilité de la région de Hambou s'est réunie le 4 juillet dernier. Ces derniers mettent en garde toutes personnes qui tenteront de commettre des actes de violence dans la région et c'était aussi l'occasion de condamner les actes "abominables" qui ont eu lieu ces derniers temps à Mitsoudje.

Suite aux actes indécents et de vandalisme perpétrés dans la ville de Mitsoudje le 18 et 22 juin dernier, la notabilité de

Hambou s'est dit horrifiée et indignée et ne pouvait pas se taire. Elle appelle la population à respecter les valeurs fondamentales qui ont longtemps constitué le socle sur lequel est bâti le mode d'organisation sociale des différentes communautés de cette région.

« Cette région est comme les autres, donc ce qui s'est passé ici peut aussi se passer dans les autres régions car partout il y a des bandits. Mais cela, ne signifie pas que la ville ou la région est responsable. C'est pourquoi nous condamnons fermement ces actes. On ne tolère

jamais ces genres d'actes inhumains et dégradants », martèle Hamada Soilihi, notable de Mdjoiezi Hambou.

Selon lui, une bonne personne doit respecter son village, sa région et son pays et ces genres d'actes n'honorent pas le village, ni le pays. « Ce qui s'est passé ne doit plus se reproduire. Si de tels actes se reproduisent, on prendra nos responsabilités en tant que notables de la région », poursuit-il.

De son côté, un notable de Mitsoudje a monté que la région Hambou est connue par son atta-

chement profond à une politique basée sur la paix, la stabilité, la solidarité et la cohésion sociale entre les villages. « La paix et la stabilité est un héritage légendaire, communément préservée et léguée par nos pères fondateurs. Elles ne sauraient disparaître à la faveur de quelques antagonismes stériles », indique à son tour Mohamed Assoumani notable de Mitsoudje.

Ce dernier montre que c'est pour cela que la notabilité condamne vigoureusement ces actes. « Ainsi, nous sommes derrière la gendarmerie et la justice jusqu'à que ces gens soit identifiés. Possible

que ceux qui ont fait ces actes barbares sont d'ici ou pas », dit-il, avant d'ajouter que « nous ne ferons aucune manœuvre pour libérer un coupable une fois qu'ils seront identifiés ».

Pour finir, la notabilité de Hambou lance un appel à la population et en particulier les jeunes, pour qu'ils continuent de défendre et de préserver l'œuvre de paix et de sécurité laissée par leurs illustres aînés.

Nassuf Ben Amad



Notables de Hambou devant la presse.

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

HÔTELS & RESTAURANTS :

Le Select 773 00 31

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 764 43 00
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

COVID-19 :

Les Français coincés à Moroni dans le désarroi

Selon la délégation qui représente les 500 personnes qui se trouvent coincés pour cause de fermeture des frontières, l'ambassade de France à Moroni refuse d'organiser leur retour avant que le gouvernement comorien ne fléchisse sur les reconduites vers Anjouan des personnes que Paris considère comme étant en situation irrégulière à Mayotte.

« Nous sommes laissés pour compte parce que nous sommes les Français noirs. C'aurait été François et Patrick, la situation aurait déjà été débloquée ». Dans un entretien avec La Gazette des Comores le week-end dernier, la délégation conduite par Said Mohamed Said Hachim, un franco-comorien résidant à Mayotte, la partie comorienne a donné les autorisations à la partie française pour un vol spécial vers

Mayotte, île comorienne sous administration française.

Après cette information obtenue auprès du commandant de la crise sanitaire de coronavirus, qui n'est autre que le ministre de l'économie et porte-parole du gouvernement Houmed Msaidié, ladite délégation s'est ensuite rendue à l'ambassade où elle a rencontré le consul. Selon nos interlocuteurs, ce dernier leur a confirmé qu'effectivement Moroni est disposé à rouvrir les frontières spécialement pour ces 500 passagers souhaitant retourner à Mayotte.

Seulement, le voyage est compromis non pas par des soucis logistiques mais...politiques. En effet, à en croire toujours la délégation, l'ambassade a comme préalable l'acceptation du gouvernement pour les reconduites vers Anjouan des personnes que Paris considère comme étant en situation irrégulière à Mayotte. « Nous, français noirs,



Siège ambassade de France

sommes devenus une monnaie d'échange dans un bras de fer entre les deux gouvernements français et comorien. Voilà où nous en sommes », regrette le président du collectif, Said Mohamed SH.

Ce lundi 13 juillet, le collectif prévoit de se rendre à l'ambassade pour faire pression jusqu'à obtenir

gain de cause. « À eux de voir s'ils refoulent des Français de leur ambassade parce qu'ils sont noirs ». Les enfants et les femmes, dont certaines se trouvent à Moroni depuis le mois de décembre dernier, sont classés prioritaires dans ce combat. Le Quai d'Orsay aurait enjoint à l'ambassade pour un dénouement

rapide de la situation. Au sein des quelques 500 personnes bloquées, on compterait un peu plus de 130 nationalités françaises. Début avril, une soixantaine de Français ont été rapatriés depuis Anjouan.

AA

SANTÉ PUBLIQUE

OMS renforce les capacités des acteurs engagés dans la lutte contre la Covid-19

Pour parvenir à relever les défis dans cette période de crise sanitaire, l'Organisation Mondiale de la Santé a organisé une formation visant à renforcer les capacités des acteurs locaux engagés à la riposte contre la Covid-19.

Le bureau régional de l'OMS pour l'Afrique - AFRO à travers le Bureau des Comores a organisé jeudi 09 juillet une session de formation pour renforcer les capacités des différents acteurs engagés dans la communication et l'engagement communautaire, plus précisément dans le cadre de la riposte contre la Covid-19 aux Comores. Prévu pour durer deux jours, cette formation online avait comme but de revoir la manière de collaborer ensemble pour mieux faire face à cette période plus que difficile.

Cette dernière a réuni plusieurs

journalistes de la presse écrite et de l'audiovisuel, des communicants de la coordination nationale, le ministère de la santé, l'équipe de l'OMS et certains acteurs de la société civile.

Les intervenants ont abordé cinq thématiques importants à savoir le système de communication sur les risques, l'engagement communautaire, la gestion des rumeurs, la

coordination du partenariat et de la communication interne, puis la communication publique.

Et pour apporter des réponses, les experts de l'OMS, David Houeto,

Rodrigue Barry et Julienne Annoko ont essayé à leur tour d'expliquer en long et en large la pertinence d'une bonne communication en gestion de crise. En gros, pour une communication réussie en période de crise, il faut travailler de concert avec les partenaires, et que la presse se sente impliquée aussi bien que des influenceurs pour que la carte de la transparence se joue avec crédibilité mais surtout avec la confiance.

Andjouza Abouheir



OMS formation des acteurs Covid19.

COVID-19

Une amende de 7500Fc pour le non-port du masque dès ce lundi

Après la violation du couvre-feu, c'est le non-port du masque qui entraîne, dès ce lundi 13 juillet, une amende de 7500 Fc selon une décision du ministère de l'Intérieur.

Depuis l'assouplissement de certaines mesures de prévention contre le coronavi-

rus le 6 juillet dernier par le président de la République, beaucoup sont ceux qui négligent le port de masques en dépit de l'impérieuse nécessité de le porter. Dans les mosquées et les écoles rouvertes depuis les 1er et 7 juillet derniers, le constat est de plus en plus alarmant.

Conscient de cette épée de Damoclès suspendue au-dessus du

pays, le gouvernement a pris la décision de rendre obligatoire le port du masque. Parallèlement, la gendarmerie mène une campagne de sensibilisation dans les différentes localités. Une campagne qui doit s'étendre dans les établissements scolaires où les élèves ne portent le masque qu'à l'entrée.

Notons que bien que nécessaire,

l'initiative des autorités fait couler de l'encre. D'abord parce qu'il n'y a pas eu de distribution gratuite et massive des masques, par l'Etat, puis parce que certaines personnes sont encore dans le déni tout comme l'a été le gouvernement avant de déclarer le premier cas le 30 avril dernier.

Kamal Gamal

La Gazette des Comores
Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
Chronique Sportive
 B.M. Gondet
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Mariama Hassane
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

LITTÉRATURE

La main de l'Océan Indien, ou bien la découverte des 5 îles

RANAIVOARISOA Rojontsoa Tsihoarana est une écrivaine malgache, actrice et interprète de théâtre radiophonique, née à Antananarivo. Et bientôt, elle va sortir son deuxième livre intitulé « La main de l'Océan Indien ». Un livre qui fait découvrir au monde les coins paradisiaques des îles de l'océan indien.

"La main de l'Océan Indien » est le deuxième livre publié par RANAIVOARISOA Rojontsoa Tsihoarana, une écrivaine malgache née à Antananarivo. Ce deuxième composé essentiellement par des contes en langue française nous fait découvrir les coins paradisiaques des îles de l'océan indien et qui nous amène à voyager avec les oiseaux en vivant un petit instant dans leur monde de migrateur. Une histoire mêlée de quelques comptines et poésies en français, mahorais, comorien, créole et malgache et qui raconte la beauté du mélange exotique de pépites de culture que Foudi rouge a pu découvrir durant son tour indianocéanique. « Il était une fois, au milieu d'une vaste mer, Se trouvent un – deux – trois – quatre – cinq ... masses de terre démarquées par leur beauté tropique, Et

un aventurier Foudi rouge qui va se lancer dans un défi idyllique ... à la découverte des îles de l'océan indien. Le joli petit passereau en déduit qu'il existe un lien unissant ces jolies pépites d'or, comme des amies qui s'unissent pour la vie ... l'indianocéanie. »

RANAIVOARISOA Rojontsoa Tsihoarana a fait son premier pas dans le monde de la littérature malgache en 2003, en écrivant des textes littéraires, des récits et des pièces de théâtre radiophoniques. Une inspiration apparue comme une renaissance après avoir été éblouie par la beauté des « anganon'ny Ntaolo ». Mais, ce n'est qu'en 2019 qu'elle a sorti son premier livre, un roman (en malgache) intitulé « Ampelahasino ». Selon l'auteur, une main est formée, composée de ses cinq doigts fantastiques, et ornée de beaux paysages : la main de l'océan indien. « Cinq, oui, car c'est le nombre officiel des pays réunis au sein de la Commission de l'océan indien. Un chiffre qui me rappelle "la main", qui est une partie du corps humain, un organe vivant. Cette partie est composée de cinq doigts, avec lesquels on peut saisir "ensemble". Et, comme on dit en malgache "tondro tokana tsy

mahazo hao": un seul doigt ne suffit pas pour attraper un poux. Ces îles sont unies naturellement au centre de cet univers indianocéanique. Notre union nous permet d'avoir la force de se soutenir, de s'entraider et d'avancer ensemble », explique-t-elle.

Dans le livre "la main de l'océan indien", le personnage principal est un joli petit oiseau qui se nomme Foudi rouge. Il fait découvrir la vraie nature de l'île couchant de par son paysage unique plongé dans un décor cosmopolite. Plutôt un voyage de découverte et de retour à la source. De l'île Maurice à l'île de La Réunion, pour aller à Madagascar, Foudi rouge nous amène dans des endroits idylliques, avant d'explorer les coins paradisiaques des îles Comores. Accompagné de ses amis, et aussi avant de retourner dans les îles Mascareignes, il nous fait profiter de la cérémonie majestueuse ou il a assisté dans l'une des îles coralliennes seychelloises pour en finir en beauté son défi. A travers cette œuvre, une ligne invisible a été renforcée : la trace de l'indianocéanie.

Nabil Jaffar



Rojo



Avis de recrutement

La Nouvelle Organisation Patronale des Comores (Nouvelle OPACO) cherche à recruter un Chargé de Programme (CP) pour renforcer les services du Secrétariat Général.

Titre du Poste : Chargé(e) de Programme

Lieu de travail : Bureau de la Nouvelle OPACO sis à Comores Lab

Type de contrat : CDI

1 Description du Poste :

Sous l'autorité directe de la Présidente de la Nouvelle OPACO et en collaboration étroite avec le SG,

- Le (la) CP veillera à la mise en œuvre des projets et programmes retenus par le Bureau
- Il (elle) participera aux travaux de planification, de gestion, de coordination et de rédaction des rapports sur l'exécution des projets

Entre autres tâches spécifiques, le (la) CP

- Veillera à une exécution opportune et effective des projets existants
- Organisera des rencontres de concertation individualisées ou collectives
- Participera à des réunions d'information et de sensibilisation et assurera la liaison avec les autres membres de l'organisation
- Contribuera à la préparation des plans d'actions des projets
- Sera capable d'assurer toute autre tâche confiée par la Présidente

2. Profil

Formation et Expérience

- Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures (niveau Master 1 ou 2) ou l'équivalent en Economie, Droits, relations internationales, Sciences Politiques
- Connaissance des différents domaines de la gestion des projets
- Connaissance du fonctionnement des Organisations Professionnelles, non gouvernementales
- Avoir des aptitudes à travailler dans un milieu intergénérationnel
- Maîtrise des logiciels du Pak Office
- Des notions de langue étrangère

Aptitudes individuelles

- Capacité à travailler selon sa propre initiative, savoir gérer le temps
- Avoir un esprit d'initiative avec des capacités de collaboration;
- Capacités de recherche et de rédaction de rapport ;
- Aptitudes en matière de rédaction, de présentation et de plaidoyer;
- Connaissances organisationnelles et logistiques ;
- Aptitude à travailler sous pression, sans supervision directe et à respecter strictement les délais.

Dossier : Lettre de motivation et CV à envoyer par mail au : sg.nouvelleopaco@gmail.com avant le 15 juillet à 18h

SPORT

Covid-19 oblige, les handisportifs relâchent le sport

Les animations sportives des handisportifs s'étaient bien déroulées, notamment à Ngazidja pour Choi, seule association des handicapés, féminins et masculins, qui s'adonne au sport. Mais covid-19 oblige, les animations sportives sont suspendues. Soundi Saïd Bacar, alias Abou Soundi, patron du Choi passe en revue la situation de ses athlètes sans engager la somnolente Fédération comorienne handisports (Fch), constituée actuellement par six associations.



À Ngazidja, le Club handi-omnisports et Insertion (Choi) avait un planning bien déterminé avant la crise pandémique. Les activités de ces athlètes, handicapés physiques et sensoriels, s'étaient bien déroulées. « Je n'engage pas une Fédération comorienne handisports (Fch), qui n'a aucun bilan, car somnolente depuis l'élection de son bureau exécutif en 2016. Mais nous attendons une assemblée générale. C'est logique. L'expérience vécue au Choi me permet de confirmer la bonne santé du sport des personnes reformées, avant la covid-19 », rapporte Abou Soundi, président du Choi.

La présence de la pandémie de coronavirus, origine de la suspension de tout regroupement, entre autre sportif, a tout bouleversé. Du

coup, les activités sportives sont suspendues. Le Choi est multidisciplinaire. Il développe une demi-douzaine de disciplines sportives. Les plus populaires ramènent régulièrement des médailles de performance après des compétitions internationales. Il s'agit de la Natation, de la Pétaque et les sports sur fauteuils roulant, dont l'Athlétisme, le Basket-ball et le Boccia. Ce dernier est une sorte de jeu de pétaque, mais les boules sont en plastique, et non métalliques.

La Fch est composée par six associations : Ngazidja (Choi), Shico, Shiwe, et Wokof), Moili (Aham) et Ndzouani (Maecha). « Comme l'indiquent les abréviations, les associations de nos frères des

îles se préoccupent plutôt du social, mais non du sport. Le Comité Olympique, au lieu de soutenir le Choi pour ne pas voir ce sport disparaître, et pour motiver les athlètes qui défendent avec succès le flambeau national, d'autres le prennent mal », semble regretter l'ancien directeur national du sport civil, Soundi Saïd Bacar.

Une fois la pandémie maîtrisée, le Choi envisage d'appliquer sur le plan national des actions ambitieuses de relance. « Nous devons organiser des tournées préfectorales de sensibilisation pour Ngazidja. On compte sillonner les autres îles pour promouvoir la pratique du handisport et espérer découvrir d'autres athlètes, ages et sexes confondus»,

explique Abou. Si cette perspective se réalise dans le bon sens, des confrontations nationales, inter-clubs et/ou entre sélections régionales verront le jour.

Malgré les difficultés financières qui le secouent, et qui tendent à ralentir son plan d'action, le Choi prend part régulièrement aux Jeux des îles de l'Océan indien, aux Coupes des Clubs Champions de l'Océan indien (Ccooi), ou encore aux Jeux internationaux Paralympics, qui s'organisent alternativement en Amérique, Asie et Europe. Pour revenir dans l'Océan indien, en 2019, nos représentants sont revenus avec sept médailles, dont deux en Or. « Les lauréats de cette Ccooi, tenue à Madagascar sont de la pétaque : hommes, déficients auditifs, et dames, physiques », paraît s'enorgueillir à raison Soundi.

Pour l'heure la Fédération comorienne de Tennis (Fct) éprouve de sérieuses difficultés à s'occuper, à promouvoir et à développer les activités physiques et sportives de compétition ou de loisir pour les personnes présentant une déficience motrice, visuelle et/ou auditive. « Le tennis comorien n'est pas indifférent aux animations sportives des handicapés. C'est un peu compliqué pour nous. Les athlètes handisportifs auront besoin des raquettes spécifiques, des fauteuils roulant adap-

tés, et autres matériels innovants. Il faut des moyens. Mais, il est en projet. Nous engagerons des discussions dans ce sens avec la Fédération internationale de Tennis », nous murmure un des encadreurs administratifs de la Fct.

Interrogé sur des éventuels projets de formation et/ou des sorties internationales, Soundi bondit : « Nous en avons besoin, mais ces projets relèvent de la compétence de la Fch. Comme, elle ne nous a jamais accompagnés, alors que le président de la Fch est le vice-président du Comité Olympique. Je suis pessimiste. Seul, l'Etat se montre bienveillant à nos préoccupations. Je profite de cette occasion pour remercier infiniment nos autorités nationales », conclut-il.

Bm Gondet

**La Gazette
des Comores**
l'information libre
à votre portée

Quartier Badjanani BP 2216
Moroni Comores
Tél: (269) 773 91 21 ou 333
26 76

E-mail:
la_gazette@comoreste-
lecom.km

UNION DES COMORES

Unité - Solidarité - Développement

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement,
de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,
des Transports Terrestres, chargé des Affaires Foncières.



جمهورية القمر المتحدة
لوحدة - تضامن - تنمية
وزارة الزراعة والصيد والبيئة والتنمية الأراضى
لبريانطورونخطوط المدن الأراضى ووزارة المصايد

DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS

PROJET : ER2C « ASSURER UN APPROVISIONNEMENT EN EAU RESILIENT AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES »

Avis d'Appel d'Offres AOI N° 2020/001/DGEF/ER2C

Date d'émission le 16 /06/20

Dans toute correspondance rappeler la référence suivante : AOI N° 2020/001/DGEF/ER2C

Dépôt des offres : au plus tard le 31/07/20 à 11h30

L'Union des Comores a obtenu un financement du Fonds Vert pour le Climat (FVC) au titre du projet intitulé « Assurer un approvisionnement en eau résilient aux changements climatiques aux Comores ».

Le projet a pour principal objectif de renforcer la résilience climatique de l'approvisionnement en eau potable et d'irrigation de 15 des zones les plus exposées à des risques liés aux changements climatiques dans l'Union des Comores. Le projet bénéficiera directement à 450 000 personnes dans les villes et villages péri-urbaines et ruraux en améliorant la résilience de l'approvisionnement en eau potable face à la sécheresse, aux dégâts occasionnés par les inondations et à la mauvaise qualité des eaux de ruissellement.

L'Entité accrédité du Projet est le PNUD.

Parmi les activités du Projet, il est prévu la réalisation de 6 forages d'exploitation et 6 forages piézométriques sur l'île de la Grande Comores afin de mobiliser des ressources d'eau dans ces zones vulnérables.

Le dossier d'appel d'offre comprend 1 Lot unique : réalisation des travaux de 6 forages d'exploitation et 6 Forages Piézométrique en Grande Comore.

Ce présent Appel d'offre est ouvert à toutes les entreprises intéressées répondant aux qualifications requises dans le domaine des travaux de forage et ayant une expérience avérée dans un contexte similaire (îles volcaniques).

Le dossier d'appel d'offres est à demander par courriel à l'adresse suivante : contact@dgef.km

Les offres devront être soumises sous plis fermé et cachetés à l'adresse suivante **au plus tard le Jeudi 31 juillet 2020 à 11h30 (heure locale, Moroni)** avec la mention : « **Projet ER2C : Assurer un Approvisionnement en Eau résilient aux changements climatiques / AO N°2020/001/DGEF/ER2C travaux de Forage en Grande Comore** »:

Adresse :

**Direction Générale de l'Environnement et des Forêts
Mdé Ex CEFADER BP :41 MORONI**



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

Banque Centrale des Comores

Projet d'Appui au développement du Secteur financier « P166193 »

Appel à candidature pour le recrutement d'un Responsable chargé de la communication, et de sauvegardes Environnementale et Sociale (RCSES) du projet PADSF

Date de l'avis : 10 Juillet 2020

1. Contexte

Le Gouvernement de l'Union des Comores a sollicité un financement de 20 millions de dollars, auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer le coût du projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF – P166193). L'Union des Comores a reçu une partie de ces fonds dans le cadre de la phase préparatoire du projet et a l'intention d'utiliser une partie de cette avance pour effectuer les paiements autorisés au titre du contrat suivant : Responsable chargé de la communication, et de sauvegardes Environnementale et Sociale. (RCSES) afin de compléter l'équipe de l'Unité de Gestion.

2. Objectif du projet

Ce projet d'investissement est conçu pour soutenir le développement du secteur financier compatible avec une croissance inclusive. Plus précisément Le Projet d'appui au développement du secteur financier (P166193) vise à accroître l'efficacité de la prestation de services financiers pour l'inclusion financière des ménages et des petites et moyennes entreprises PME ainsi que la stabilité financière dans l'Union des Comores.

3. Description du Projet

Les principales composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 20 millions sont les suivantes :

Composante 1 : Développement de l'infrastructure du système de paiement et inclusion financière

- Automatiser les transactions interbancaires et développer l'interopérabilité des paiements numériques
- Faciliter l'accès et l'utilisation des services financiers numériques
- Promouvoir la stabilité et l'intégrité financière pour stimuler l'usage des services financiers

Composante 2 : Gestion de projet

- Gestion de Projet

4. Description du Poste

Sous la supervision de la Coordonnatrice Nationale du projet d'inclusion financière aux Comores, le/la chargé(e) de la communication et de sauvegarde environnementale et sociale travaillera en étroite collaboration avec toutes les entités chargées de la mise en œuvre du projet.

La personne sélectionnée aura comme mission d'apporter un appui au projet dans la conceptualisation, le développement, la supervision et l'appui à la mise en œuvre de la stratégie de communication et de l'observation des normes environnementale et sociale applicables au projet (conformément au Cadre environnemental et Social de la Banque

Mondiale et du cadre juridique national).

Il/elle aura à charge d'accroître la visibilité des activités menées dans le cadre du projet, mais également de coordonner les mesures d'actions visant à sensibiliser toutes les parties prenantes avec comme principaux objectifs :

- Appui à la mise en œuvre du projet ;
- Plaidoyer auprès de toutes les parties prenantes du projet : banques, institutions financières, moyennes et petites entreprises, les populations vulnérables exclues du système financier de base, les agriculteurs, la diaspora et surtout les organisations publiques et de la société civile.

5. Durée du travail du consultant :

La durée du contrat est de 3 mois renouvelable après confirmation de la qualité de travail fourni.

6. Profil du Consultant :

Le poste est ouvert à toute personne ayant un statut de résident. Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations complémentaires ou se procurer **des termes de référence** à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et du vendredi au samedi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 00 minutes (heure locale) ou sur le site web www.banque-comores.km.

7. Le Consultant (**Consultant Individuel**) sera sélectionné en accord avec les procédures de la Banque Mondiale définies dans **les règlements passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement de juillet 2016**.

8. Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations complémentaires ou se procurer **des termes de référence** à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et du vendredi au samedi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 00 minutes (heure locale).

9. Les manifestations d'intérêt, constituées : **i) d'une lettre de motivation, ii) d'un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience du Candidat et iii) des copies des diplômes, attestations et/ou certificats de travail, Les coordonnées de 3 personnes références etc.**, doivent être déposées au standard de la Banque Centrale des Comores – Place de France – Moroni – Tel : 773 10 02 - Poste 173 , au plus tard **le Jeudi 24 Juillet 2020 à 10 heures 00 min, heure locale de Moroni – Union des Comores** à l'attention de Madame la Coordinatrice Nationale et portant la mention: « **Responsable chargé de la communication, et de sauvegardes Environnementale et Sociale du projet PADSF** »